

🏠 (/www.latribune.fr) > Économie (https://www.latribune.fr/actualites/economie/economie.html)

> International (https://www.latribune.fr/actualites/economie/international/l-actualite-economique-internationale.html)

Le Royaume-Uni annonce la construction de nouvelles centrales à gaz, les écologistes voient rouge

Le gouvernement de Rishi Sunak a annoncé, ce mardi, vouloir construire de nouvelles centrales à gaz pour s'assurer de ne pas manquer d'électricité à l'avenir. Une décision critiquée par des ONG écologistes qui accusent Londres de faire un pas en arrière dans sa transition énergétique.

Écoutez cet article

Powered by ETX Studio(https://hubs.ly/Q019HQ2Y0)

00:00/00:00

latribune.fr

12 Mars 2024, 14:00



« Nous devons atteindre nos objectifs » d'une manière « qui ne laisse pas les gens sans énergie par une journée nuageuse et sans vent », a assuré le Premier ministre Rishi Sunak, cité dans le communiqué du gouvernement. (Crédits : HANNAH MCKAY)

Londres mise sur le gaz. Le gouvernement britannique a annoncé ce mardi son intention de construire de nouvelles centrales électriques au gaz au nom de la sécurité énergétique, dans un contexte de guerre en Ukraine qui a rompu les liens commerciaux avec la Russie. Avant la guerre, le gaz russe comptait pour 4% du total de la demande britannique, selon le gouvernement.

Londres s'engage « à soutenir la construction de nouvelles centrales électriques à gaz afin de maintenir une source d'énergie sûre et fiable pour les jours où les conditions météorologiques ne permettent pas d'alimenter » les éoliennes ou les centrales solaires, fait valoir le gouvernement dans un communiqué.

Mais cette nouvelle annonce n'a pas plu aux écologistes. Au final, le plan du gouvernement pour renforcer la sécurité énergétique « est de rendre (le pays) plus dépendant des combustibles fossiles, qui ont fait monter en flèche nos factures et la température de la planète », tacle Doug Parr, un responsable de Greenpeace UK, interrogé par l'AFP ce mardi. Selon l'organisation, de nouvelles centrales au gaz sont de nature à « dissuader davantage les investisseurs dans les énergies vertes » et contribuera à « l'échec » du gouvernement à « attirer des investissements privés massifs pour développer les énergies renouvelables ».

Accédez à l'intégralité de La Tribune et La Tribune Dimanche

Je découvre

Le gouvernement défend une transition « *qui ne laisse pas les gens sans énergie par une journée nuageuse et sans vent* »

Le gouvernement britannique assure néanmoins que le Royaume-Uni « *est la première grande économie à avoir réduit ses émissions de moitié depuis 1990 (et reste) sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs de neutralité carbone* ». Londres affiche d'ailleurs toujours un objectif de neutralité carbone en 2050.

« *Nous devons atteindre nos objectifs* » d'une manière « *qui ne laisse pas les gens sans énergie par une journée nuageuse et sans vent* », a assuré le Premier ministre Rishi Sunak, cité dans le communiqué du gouvernement.

A noter aussi, la Commission sur le changement climatique (CCC), organisme indépendant chargé de conseiller Downing Street sur la question, avait estimé l'an dernier qu'une « *petite quantité* » de production d'électricité au gaz était « *compatible avec un système électrique décarboné* » pour assurer l'équilibre et la sécurité de l'approvisionnement. D'autant que l'exécutif affirme vouloir renforcer les règles imposant aux nouvelles usines à gaz d'être « *capables de se convertir à l'avenir à des alternatives à faibles émissions* », notamment à la capture de carbone ou une alimentation à l'hydrogène.

Lire aussi

Rishi Sunak prépare les Britanniques au retour à une politique d'austérité budgétaire (<https://www.latribune.fr/economie/international/rishi-sunak-prepare-les-britanniques-au-retour-a-une-politique-d-austerite-budgetaire-939636.html>)

Londres freine sa transition énergétique

Reste que le gouvernement britannique enchaîne les pas en arrière en matière de transition énergétique. Le 20 octobre, son Premier ministre a, en effet, annoncé un infléchissement de la politique climatique du pays pour atteindre la neutralité carbone. « *J'ai confiance dans le fait que nous puissions adopter une approche plus pragmatique, proportionnée et réaliste pour atteindre la neutralité carbone, qui allège le fardeau sur les travailleurs* », a déclaré Rishi Sunak lors d'une conférence de presse hâtivement organisée après que ses intentions ont fait l'objet de fuites dans les médias. La mesure la plus emblématique concerne les voitures neuves roulant à l'essence et au gazole : elles seront désormais interdites à la vente en 2035 et non en 2030. « *Afin de nous donner plus de temps pour nous préparer* » à la transition vers les véhicules électriques a justifié le Premier ministre.

À noter aussi l'assouplissement des conditions d'élimination progressive des chaudières au fioul, au GPL ou au charbon pour les logements n'ayant pas accès au réseau de gaz. Cette interdiction sera reportée de 2026 à 2035. Les ménages auront aussi « *plus de temps* » pour changer leurs vieilles chaudières à gaz ou aux autres énergies fossiles par des modes de chauffage plus propres, comme les pompes à chaleur. « *Vous n'aurez à faire le changement que lorsque vous serez contraint de remplacer votre chaudière* », a affirmé le Premier ministre, ajoutant que la prime à l'achat d'une pompe à chaleur sera augmentée de 50% à 7.500 livres sterling (8.670 euros).

L'exploration pétrolière et gazière repart de plus belle

La guerre en Ukraine a remis la sécurité énergétique au coeur des priorités de Londres, qui a aussi annoncé quelques mois plus tard une pléthore de nouveaux permis d'exploration pétrolière et gazière.

Les autorités britanniques ont fait savoir qu'elles en ont distribué 24 nouveaux permis le 31 janvier. Le français TotalEnergies, les britanniques BP et Shell et le norvégien Equinor « *font partie des 17 sociétés* » qui se les partagent, a indiqué l'Autorité de transition de la mer du Nord (NSTA) dans un communiqué. Cette annonce fait suite à l'attribution en octobre de 27 licences dans ce même cycle d'autorisations. Et « *d'autres suivront dans les mois à venir* », précisait la NSTA. Car, conformément aux ambitions du gouvernement britannique détaillées en juillet dernier, des « *centaines* » de licences pétrolières et gazières supplémentaires seront encore accordées dans le futur. Rishi Sunak, avait justifié cette mesure par l'objectif de garantir la sécurité énergétique du pays, le royaume ayant relancé le développement des hydrocarbures en mer du Nord depuis le début de la guerre en Ukraine.

L'industrie pétrolière et gazière « *contribue actuellement à environ les trois-quarts des besoins énergétiques nationaux et, selon les prévisions officielles, continuera à le faire même si la demande diminue* », avait d'ailleurs fait valoir la NSTA.